



UNIVERSITE LYON 2

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

ENTRETIEN, AMÉNAGEMENT ET RÉNOVATION DES BÂTIMENTS ET DES
ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES.

Cahier des clauses particulières (CCP)

Consultation n°

TVX n° 2023TR23031XX11

SOMMAIRE

Article 1 ^{er} Objet - Dispositions générales	4
Article 2 Pièces constitutives des contrats	13
Article 3 Durée de l'accord-cadre	15
Article 4 Montant	16
Article 5 Modalités spécifiques pour l'exécution des accords-cadres à bons de commande	16
Article 6 Modalités de remise en concurrence et attribution des marchés subséquents	17
Article 7 Conditions d'exécution commune et clause de réexamen	19
Article 8 Réception des travaux	24
Article 9 Forme des notifications et information au titulaire	25
Article 10 Prix et révision de prix	25
Article 11 Retenue de garantie	29
Article 12 Avance	30
Article 13 Règlement des comptes au titulaire	30
Article 14 Sous-traitance	32
Article 15 Pénalités	34
Article 16 Responsabilités et assurances	35
Article 17 Redressement et liquidation judiciaire	36
Article 18 Justificatifs à produire en cours de contrat	37
Article 19 Résiliation	37
Article 20 Langue applicable et règlement des litiges	39
Article 21 Dérogations au C.C.A.G-Travaux	39

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Objet - dispositions générales

Le présent accord-cadre concerne des prestations et travaux dans le cadre de l'entretien, de l'aménagement, de la rénovation des bâtiments et des installations techniques de l'Université. Ils comprendront, notamment, des travaux d'entretien courant, d'aménagement de locaux (petites opérations) et de réparations dans les bâtiments dépendant de l'université Lumière Lyon 2 sur ses différents sites. Ils comprendront également, pour certains lots, des dépannages pour urgence impérieuse donc des astreintes 24h/24, 7j/7 et 365j/365.

Les missions d'entretien, d'aménagement, de rénovation des bâtiments et des installations techniques seront prescrites par la Direction de l'immobilier de l'université Lumière Lyon 2. Sont exclu, les travaux et opérations de travaux répondant à l'un des critères suivants :

- mise en œuvre d'au moins 6 des présents lots ;
- montant total des travaux ou de l'opération de travaux supérieur à 1 million d'euros ;
- construction neuve.

L'université se réserve la possibilité de faire intervenir, selon la nature et les besoins relatifs aux travaux à réaliser, des bureaux de contrôle, coordonnateurs sécurité, etc.

Le titulaire doit se conformer aux demandes et stipulations émises par ces intervenants, dès lors qu'il en a été dûment informé au préalable par le maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations et travaux « dans les règles de l'art » conformément aux DTU, cahiers techniques et diverses réglementations en vigueur au jour de l'intervention.

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le titulaire doit inclure implicitement et d'une façon générale, les fournitures, le transport, la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la parfaite et complète réalisation de tous les ouvrages qu'il doit exécuter sans aucune exception ni réserve.

L'enlèvement de tous déchets et mise en déchetterie spécialisée ou non le cas échéant, seront également inclus dans l'offre du titulaire.

D'une manière générale avant toute exécution, lors de sa visite des locaux avant devis, l'entrepreneur vérifiera toutes les cotes et dimensions.

Il ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions au devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou faire l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le titulaire prend possession des locaux dans l'état où ils se trouvent au jour fixé pour le commencement des travaux. De fait, l'entreprise sera engagée par son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui seront parfaitement connus : l'état des locaux, l'état des ouvrages, les modalités et difficultés d'accès, les degrés CF et l'isolation thermique prescrits, les règlements de sécurité, toutes les sujétions propres au chantier.

Sont notamment à sa charge :

- L'établissement des plans d'exécution, la mise à jour des plans existants et les notes de calcul selon le descriptif du lot concerné ou sur demande de l'université lors de l'expression du besoin qui seront remis à l'université le jour de la réception,
- Les travaux préparatoires à la réalisation du chantier, notamment la protection du chantier et toute mesure liée à la sécurité, la neutralisation d'un réseau. Dans ce cas, et si cette neutralisation de réseau perturbe une zone extérieure à l'emprise du chantier, le titulaire est tenu de le signaler sur son devis et d'en alerter l'université dès la remise de devis,

- La protection et la sécurité collective et individuelle des personnes et des biens, tant du personnel du prestataire que de toute personne,
- La protection des sols,
- La protection des mobiliers et de tout élément demandé par le pouvoir adjudicateur, le cas échéant, pourra être envisagé (dans certains cas, un cloisonnement provisoire ou un plafond provisoire ou une porte d'accès, ...),
- Les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle ou du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé,
- L'amenée, la mise en place, le repliement et l'enlèvement de tous les échafaudages, engins, plateformes élévatrices, dispositifs de levage (ou descente) et toutes les installations de chantier nécessaires à la réalisation des travaux,
- Les fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la parfaite réalisation des travaux,
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords,
- Tous les travaux nécessaires à la bonne réalisation des prestations,
- La fourniture et la main-d'œuvre nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, des ouvrages en fin de travaux,
- La dépose, l'évacuation et la mise en déchetterie spécialisée de tout équipement et autres matériels expressément demandés ou découlant de la demande de l'Université,
- L'enlèvement de tous les gravois et déchets de ses travaux, et leur évacuation en décharge spécialisée si besoin selon la réglementation en vigueur.
- Le nettoyage soigné de parachèvement en fin de travaux y compris les vitrages intérieurs et extérieurs si nécessaire,
- Tous les frais satisfaisants aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications,
- Toutes taxes et frais généraux,
- Tous autres frais et prestations non mentionnés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite des travaux,
- La remise des instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des équipements, le cas échéant.

Classification des bâtiments - Sécurité incendie

Les bâtiments sont, pour la plupart, des ERP de 1ère catégorie de types L, R, Y ou S.
Il incombe à chaque titulaire de respecter les exigences de la réglementation de la sécurité contre l'incendie de ces bâtiments.

Les produits mis en œuvre devront respecter l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Les matériaux devront avoir subi des essais de résistance au feu par les laboratoires agréés (arrêté du 24 avril 1972).

Les PV de résistance au feu effectués après la parution de l'arrêté du 21 avril 1983 sont seuls valables.

Les produits devront être en parfait état lors de leur pose et devront recevoir toutes les protections nécessaires pour les mettre à l'abri de toute détérioration lors de leur transport, leur stockage et leur pose.

Réglementation particulière :

Les travaux devront être conformes aux prescriptions édictées par les concessionnaires :

- Exploitant du réseau d'assainissement extérieur
- Compagnie des eaux
- Distributeur d'électricité et de gaz
- Opérateur téléphonique.

En cas de besoin, il appartiendra au prestataire d'effectuer toute démarche ou toute demande auprès des concessionnaires.

De même, à charge de chaque titulaire d'effectuer toute démarche ou demande auprès des services publics pour obtenir toute autorisation, instruction, accord, (voirie notamment) nécessaire à la bonne réalisation des travaux.

Les travaux devront obligatoirement prendre en compte toutes les sujétions techniques relatives à l'accessibilité des personnes en situation de handicap.

Décomposition, forme et objet de chaque lot

L'accord-cadre se décompose en quatorze lots séparés (juridiquement distincts) :

Objet
Lot n°1 : Électricité courants forts - courants faibles
Lot n°2 : Sols minces, encapsulage, recouvrement
Lot n°3 : Plâtrerie, peinture et faïences
Lot n°4 : Faux plafonds
Lot n°5 : Plomberie sanitaire
Lot n°6 : Vitrerie
Lot n°7 : Suppression des tags
Lot n°8 : Serrurerie - Métallerie
Lot n°9 : Maçonnerie intérieure et extérieure
Lot n°10 : Menuiserie intérieure et extérieure bois
Lot n°11 : Menuiserie intérieure et extérieure PVC et alu
Lot n°12 : Travaux de chauffage/ventilation, climatisation
Lot n°13 : Cloisons et panneaux acoustique
Lot n°14 : Voirie Réseaux Divers

Les contrats ne font l'objet d'aucune décomposition en tranche optionnelle au stade de l'accord-cadre.

Forme des contrats :

N° de lot	Intitulé	Type de marché
1	Électricité courants forts - courants faibles	Bons de commande
2	Sols minces, encapsulage, recouvrement	Bons de commande
3	Plâtrerie, peinture et faïences	Bons de commande
4	Faux plafonds	Bons de commande

5	Plomberie sanitaire	Bons de commande
6	Vitrierie	Marchés subséquents
7	Suppression des tags	Bons de commande
8	Serrurerie - Métallerie	Marchés subséquents
9	Maçonnerie intérieure et extérieure	Marchés subséquents
10	Menuiserie intérieure et extérieure bois	Marchés subséquents
11	Menuiserie intérieure et extérieure PVC et alu	Bons de commande
12	Travaux de chauffage/ventilation, climatisation	Marchés subséquents
13	Panneaux acoustique	Marchés subséquents
14	Voirie Réseaux Divers_VRD	Marchés subséquents

Les marchés subséquents de l'accord-cadre seront attribués dans les conditions et modalités définis au présent cahier des clauses particulières.

Objet de chaque lot :

Lot n°1 électricité courant faible - courant fort

Les travaux et prestations objet de ce lot comprennent tous les travaux en courants forts, courants faibles, fibre optique, remise à niveau ou réparation.

Le titulaire doit obligatoirement être en capacité d'effectuer des dépannages 7j/7, 24h/24 et 365j/365 en cas d'urgence impérieuse mettant en péril la sécurité des biens ou des personnes avec la mise en place immédiate de mesures conservatoires (la notion d'urgence impérieuse étant strictement laissée à l'appréciation de l'acheteur public). Dans le cas où une réparation pérenne s'avérerait impossible, il doit immédiatement mettre en place des mesures conservatoires supprimant tout danger. Il disposera de 8 jours calendaires pour effectuer la réparation pérenne. Le devis ou l'offre financière et technique sera transmis à l'Université sous 48 heures maximum à compter de l'intervention initiale.

Les prestations comprennent notamment :

- supports de canalisations et conduits : chemins de câbles, goulottes, plinthes électriques, fourreaux aiguillés
- équipements électriques : armoires, tableaux, châssis électriques, protections, canalisations, éclairage de sécurité, luminaires
- terminaux électriques : interrupteurs, prises
- équipements courant faible
- tirage de fibre optique.

Les interventions comprennent la mise hors circuit des installations électriques rendue nécessaire par le déroulement des travaux en toute sécurité et le raccordement au réseau électrique à l'issue des travaux, avec le cas échéant le raccordement provisoire de l'installation à une source électrique autonome ou par dérivation.

L'Entrepreneur sera tenu de fournir pour l'exécution de ses travaux, du matériel de première qualité portant la marque nationale de conformité aux Normes NF.

En l'absence de marques citées au Bordereau des Prix, la qualité du matériel proposé doit être garantie par la présentation d'un certificat de conformité, d'un procès-verbal d'essais ou de référence délivré par un Organisme habilité à cet effet dès la demande de l'acheteur.

L'ensemble des travaux exécutés est réalisé conformément aux normes de l'UTE et plus particulièrement aux documents techniques suivants dont le titulaire reconnaît avoir pris connaissance même s'ils ne sont pas joints ; cette liste n'est pas exhaustive.

- DTU 70.2 : installations électriques des bâtiments à usage collectif, bureaux et assimilés, blocs sanitaires et garages
- règlement sanitaire du département
- code du travail (normes NFC 13100 / 12100)
- règlement (normes NFC 14100, NFC 15100 installations de branchement à basse tension) et prescriptions UTE et additifs, décrets, circulaires et règles concernant les mesures préventives contre l'incendie
- arrêté modifié du 25 juin 1980 : règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- décrets du 14 novembre 1988 et 19 Février 1975 sur la protection des travailleurs
- règlements ou décrets complétant ou modifiant les documents ci-dessus énumérés et connus au jour de la remise des propositions
- normes homologuées et en vigueur (AFNOR)
- documents EDF COPREC n° 1/2 chapitre EL
- cahiers des prescriptions générales établis par le C.S.T.B
- les recommandations de la norme NF EN 12464-1 pour les éclairages moyens à maintenir dans tous les locaux non spécifiques
- NF EN 60-439 concernant les enveloppes et les indices de protection
- NF C17-100 relative à la protection contre la foudre et aux installations de paratonnerre
- NF C17-102 relative à la protection contre la foudre et aux installations de paratonnerre a dispositifs d'amorçage
- NF C63-421 relative aux ensembles d'appareillage à basse tension
- décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif aux travaux électriques
- circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 - annexe 8, relative à l'accessibilité des ERP aux personnes handicapées
- avis techniques délivrés par des organismes officiels (CSTB, STAC)
- recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels
- EN 55022 relative à la CEM Compatibilité Electromagnétique (perturbation rayonnée)

Les normalisations portant sur les différents protocoles informatiques sont les suivantes :

- ISO 8802.3 pour la famille Ethernet
- IEEE 802.3ab pour 1000 Base T, Gigabit Ethernet sur câble cuivre
- IEEE 802.3 an pour 10 gigabit Ethernet sur câble cuivre
- IEEE 802.3 af et Draft 3.0 802.3 at pour la transmission de la puissance sur paire torsadée Power Over Ethernet (POE) et Power Ethernet Plus (POEp)

Lot n°2 sols minces - encapsulage - recouvrement

Les prestations à réaliser seront notamment, les déposes, fournitures et poses de revêtements de sols de type PVC, caoutchouc, thermoplastique ou linoléum en dalles ou lés. Toutes les opérations de préparation sont comprises, y compris grattage, nettoyage et tout type de ragréage.

Exceptionnellement, en cas de présence d'amiante, des travaux relatifs à l'encapsulage et au recouvrement seront demandés.

Les revêtements choisis devront être faciles d'entretien avec des moyens techniques et produits respectueux de l'environnement.

Le titulaire devra effectuer, préalablement à la pose des revêtements, les relevés des hygrométries des supports et les transmettre à leur demande à l'acheteur ou le cas échéant au bureau de contrôle technique.

En conformité avec la norme NT environnement, les produits utilisés (colles et ragréages) seront le moins toxiques possible et ne généreront pas de substances irritantes, tout en respectant les exigences de durabilité ciblées.

Les colles seront certifiées EMICODE EC1 à très faible émission de COV (composés organiques volatils).

Classement UPEC :

Le classement UPEC du CSTB codifie les performances minimales des sols à poser dans les locaux non industriels.

Le classement UPEC précisé sur le bordereau des prix est donné à titre indicatif. L'objectif étant que les revêtements de sol aient une durée de vie d'au moins 10 ans.

Le titulaire doit respecter toutes les normes françaises et les règles de construction en vigueur se rapportant à ses travaux et en particulier mais non limitativement :

- les cahiers et les avis techniques du CSTB
- lois, décrets et arrêtés en vigueur à la date de début de réalisation des travaux
- les recommandations et préconisations du fabricant
- DTU 53 - revêtements de sols.

Lot n°3 plâtrerie - peinture

Les prestations de ce lot comprennent la création ou la remise en état de cloisons, la peinture des locaux avec tous les travaux inhérents à leur pleine réalisation. Toutes les opérations de préparation d'état de surface font parties intégrantes de ce lot.

Les provenances, natures et qualités des matériaux à mettre en œuvre seront conformes aux normes françaises.

Les travaux de peinture seront exécutés, sauf mention expresse de l'acheteur, selon les normes suivantes (liste non limitative) :

- DTU N°59.1 Peinturage
- DTU N°59.3 Peinture de sols
- DTU 25.41 - Ouvrages en plaques de plâtre - Plaques à faces cartonnées
- et tous DTU. concernant la réalisation des prestations réalisées
- Normes françaises de l'AFNOR
- Recommandations et règles professionnelles
- Cahiers et avis techniques du CSTB
- Les prescriptions de la santé publique
- Norme NF 130 environnement pour les peintures
- Les recommandations et préconisations du fabricant.

Lot n°4 faux-plafond

Ce lot comprend les travaux de réfection de faux-plafond de toute hauteur existant, avec ou sans maintien des cornières de rives, avec ou sans conservation de l'ossature existante, lessivage et mise en place de nouvelles dalles. Sont aussi intégrés les travaux de création de faux-plafonds toute hauteur avec ou sans dépose de l'existant dont isolant, avec ou sans création d'une ossature primaire (selon hauteur). Tous les équipements de travail en hauteur devront être intégrés.

Les prestations seront réalisées à minima selon le NF DTU 58.1 « plafonds suspendus modulaires », les cahiers et avis techniques du CSTB et les prescriptions du fabricant.

Lot n°5 plomberie - sanitaire

Ce lot comprend des prestations de plomberie et notamment, dépose et repose de canalisations en différents matériaux, travaux sur collecteurs, chutes et ventilation, puisage, vannes, robinetterie, prestations sur éléments de sanitaires et raccordements.

Les travaux concerneront des prestations de création, remplacement ou de réparation.

Le titulaire doit obligatoirement être en capacité d'effectuer des dépannages 7j/7, 24h/24 et 365j/365 en cas d'urgence impérieuse mettant en péril la sécurité des biens ou des personnes avec la mise en place immédiate de mesures conservatoires (la notion d'urgence impérieuse étant strictement laissée à l'appréciation de l'acheteur public). Dans le cas où une réparation pérenne s'avérerait impossible, il doit immédiatement mettre en place des mesures conservatoires supprimant tout danger. Il disposera de 8 jours calendaires pour effectuer la réparation pérenne. Le devis ou l'offre financière et technique sera transmis à l'Université sous 48 heures maximum à compter de l'intervention initiale.

Les prestations seront réalisées conformément au :

- DTU 60 plomberie
- DTU 60.1, 60.11, 60.5, 60.33 et dans le respect des prescriptions du fabricant.

Lot n°6 vitrerie

L'université Lumière Lyon 2 présente un panel non négligeable de vitrages différents en termes de caractéristiques techniques (doubles vitrages de différentes épaisseurs, verre retardateur d'effraction, trempé, etc.) et formes.

Les titulaires de ce lot devront remplacer les vitrages selon la demande et respecteront la législation en vigueur.

Le titulaire doit obligatoirement être en capacité d'effectuer des dépannages 7j/7, 24h/24 et 365j/365 en cas d'urgence impérieuse mettant en péril la sécurité des biens ou des personnes avec la mise en place immédiate de mesures conservatoires (la notion d'urgence impérieuse étant strictement laissée à l'appréciation de l'acheteur public). Dans le cas où une réparation pérenne s'avérerait impossible, il doit immédiatement mettre en place des mesures conservatoires supprimant tout danger. Il disposera de 8 jours calendaires pour effectuer la réparation pérenne. Le devis ou l'offre financière et technique sera transmis à l'Université sous 48 heures maximum à compter de l'intervention initiale.

Un marché subséquent « astreinte » sera mis en place pour une durée de 12 mois au maximum.

Les prestations objet de ce lot seront réalisées selon le DTU 39 Travaux de vitrerie-miroiterie et conformément aux prescriptions du fabricant.

Lot n°7 suppression de tags

Ce lot comprend toutes les prestations inhérentes à l'enlèvement de tags sur tous supports et remise en état des supports.

Le titulaire doit obligatoirement être en capacité d'effectuer des dépannages 24h/24, 7j/7 et 365j/365 en cas d'urgence impérieuse mettant en péril la sécurité des biens ou des personnes avec la mise en place immédiate de mesures conservatoires (la notion d'urgence impérieuse étant strictement laissée à l'appréciation de l'acheteur public). Dans le cas où une réparation pérenne

s'avérerait impossible, il doit immédiatement mettre en place des mesures conservatoires supprimant tout danger. Il disposera de 8 jours calendaires pour effectuer la réparation pérenne. Le devis ou l'offre financière et technique sera transmis à l'Université sous 48 heures maximum à compter de l'intervention initiale.

Pour la réalisation de ces prestations, le titulaire veillera à utiliser des produits les plus écologiques possibles.

Lot n°8 serrurerie métallerie

Ce lot comprend la réalisation et la pose, le renforcement ou la remise en état de tout élément métallique.

Également, le remplacement ou la réalisation d'escaliers métalliques, le renfort de charpentes, la réalisation de portails, portes diverses, clôtures, bardages, etc.

Le titulaire devra respecter toutes les normes françaises, les règles de construction en vigueur, les spécifications du fabricant se rapportant à ses travaux et en particulier mais non limitativement :

- NF P 24-203 (DTU 36.5) : Menuiseries métalliques
- DTU 32.1 : Construction métallique, Charpente en acier
- Norme NFP01-012 concernant les garde-corps
- Cahiers et avis techniques du CSTB
- DTU 34.1 Mise en œuvre des portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels
- DTU 34.3 Choix des portes industrielles, commerciales et de garage en fonction de leur exposition au vent

Lot n°9 maçonnerie intérieure et extérieure

Les prestations de ce lot comprennent la création, le renforcement ou la remise en état d'éléments initialement maçonnés ou non. À titre d'exemple sont incluses les prestations suivantes : gros-œuvre, maçonnerie, fondations, béton, béton armé, planchers-chapes, dallages béton avec tous types de finition de surface (carrelages intérieur/extérieur, pose de faïence), démolition, terrassement, enduits, etc.

Les travaux seront exécutés conformément aux règlements et prescriptions techniques, spécifications du fabricant et notamment selon le :

- DTU 20.1 Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs
- et plus largement dans le respect du DTU 20.

Lot n°10 menuiserie intérieure et extérieure bois

Ce lot comprend tous les travaux de menuiserie intérieure et extérieure bois tels que parquets, estrades, étagères, soubassement en bois ou stratifié massif de couloirs, ensembles de cloisons/portes en stratifié massif, portes intérieures, portes extérieures, menuiseries extérieures, placage en stratifié massif à l'extérieur, serrures (dont par exemple à clé ou électroniques de type SALTO), etc.

Les prestations objet de ce lot seront réalisées conformément aux DTU en vigueur, notamment :

- DTU 36.5 Mise en œuvre de la pose de fenêtres et de portes extérieures
- les cahiers et avis techniques du CSTB et les spécifications du fabricant.

Lot n°11 menuiserie intérieure et extérieure PVC/alu

Ce lot comprend tous les travaux de menuiserie intérieure et extérieure PVC/Alu tels que châssis vitrés alu, fenêtres coulissantes alu, fenêtres alu ouvrant à la française, portes alu extérieurs, ensemble de cloisons vitrées, serrures (dont par exemple à clé ou électroniques de type SALTO), etc.

Les prestations objet de ce lot seront réalisées conformément à la RT 2012, aux DTU en vigueur, notamment :

- DTU 36.5 Mise en œuvre de la pose de fenêtres et de portes extérieures
- DTU 39 Travaux de vitrerie-miroiterie
- les cahiers et avis techniques du CSTB, les spécifications du fabricant et toute réglementation en vigueur.

Lot n°12 travaux de CVC chauffage ventilation climatisation

Ce lot comprend les travaux de modification, d'ajout, de modernisation et de réfection des équipements de CVC.

Les travaux seront réalisés dans le respect de la réglementation, notamment des :

- DTU 68 dont 68.3 Installations de ventilation mécanique
- DTU 65 cahiers et avis techniques du CSTB, spécifications des fabricants ; cette liste n'est pas exhaustive.

Lot n°13 panneaux acoustiques

Ce lot comprend les travaux de fourniture et pose de panneaux acoustiques selon les descriptifs demandés par l'acheteur.

Ces panneaux seront constitués au maximum de matériaux écologiques ou bio-sourcés.

Lot n°14 VRD voirie et réseau divers

Ce lot comprend tous les travaux de réalisation des voies d'accès, de mise en œuvre des réseaux d'alimentation en eau, en électricité et en télécommunication.

Il comprend notamment et sans que cette liste soit exhaustive :

la réalisation et la mise en œuvre du barriérage le cas échéant, les travaux de démolition, de dépose et pose de bordures et caniveaux, de découpage puis remise éventuelle à l'identique de revêtements, les travaux de tranchées (ouverture/fermeture de revêtements existants de type, enrobé et/ ou terre végétale) avec reconstitution de la forme, la fourniture et la mise en œuvre de bordures béton et de caniveaux, la réalisation d'enrobé, en particulier en reprise après démolition, la fourniture de terre végétale et l'engazonnement, la réalisation de puits perdus.

Les prestations objet de ce lot respecteront la réglementation en vigueur dont notamment sans que cette liste soit exhaustive :

- DTU 13.1 Fondations superficielles (P11-201)
- DTU 13.2 Fondations profondes (P94-253)
- DTU 13.3 Dallages - Conception, calcul et exécution (P11-213)
- DTU 60.2 Canalisations en fonte - Évacuation d'eaux usées, d'eaux vannes et d'eaux Pluviales (P41-220)
- DTU 60.31 Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié : eau froide avec pression (P41-211)
- DTU 60.32 Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié - évacuation des eaux Pluviales (P41-212)

- DTU 60.33 Canalisations en polychlorure de vinyle non plastifié - évacuation d'eaux usées et d'eaux vannes (P41-213)
- NF P11 Fouilles, terrassements, étaieement, fondations
- NF P16 Canalisations, drainage, égouts
- NF P98 Chaussées et routes.

Ordres de service

Les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle d'un bon de commande ou d'un marché subséquent peuvent se concrétiser, par des ordres de service signés, datés et numérotés.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du C.C.A.G-Travaux, l'absence d'observation émise par le titulaire dans le délai de cinq jours calendaires vaut acceptation sans réserve des conditions mentionnées dans l'ordre de service.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DES CONTRATS

Les stipulations du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (ci-après désigné « C.C.A.G-Travaux »), sont applicables.

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G-Travaux, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces constitutives du contrat, ces dernières prévalent dans l'ordre ci-après :

Pour l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande (lots n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°7 et n°11) :

□ Pièces contractuelles :

- L'acte d'engagement (A.E) du lot concerné et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.P) commun à l'ensemble des lots de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (C.C.A.G.-Travaux) ;
- La charte « chantier vert » ;
- Le plan de prévention annuel ;
- Les questions/réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises, le cas échéant ;
- Le bordereau des prix pour le lot concerné (offre financière) ;
- L'offre technique et environnementale du titulaire pour le lot concerné (cadre de réponse technique et environnemental de l'université Lumière Lyon 2) ;
- Le bon de commande notifié par l'université Lumière Lyon 2 ;

Nota 1 : Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses sous-traitants ou ses fournisseurs ne sont pas applicables à l'accord-cadre, aux bons de commande. Les contrats ne peuvent être modifiés que par avenant signé par toutes les parties.

Nota 2 : Il est expressément reconnu le caractère contractuel du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-Travaux) applicables aux marchés publics de travaux dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 (bien que non joint, il est réputé connu par le candidat/titulaire).

Il est également reconnu que les dispositions du code de la commande publique sont applicables à l'exécution du présent contrat.

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra également tenir compte des stipulations, lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, normes françaises homologuées par l'AFNOR, DTU, etc., applicables aux travaux et prestations, ainsi qu'aux règles de l'Art.

Si en cours d'exécution de nouveaux documents entraient en vigueur, le titulaire devrait avertir l'Université Lumière Lyon 2, et établir un avenant correspondant aux modifications, de façon à livrer, à la mise en service, des installations conformes aux dernières dispositions. Le titulaire s'engage à fournir à la livraison, toute documentation (à jour) permettant d'assurer le fonctionnement correct et la maintenance du matériel. Celle-ci est rédigée en langue française, elle est fournie sans supplément de prix.

Pour l'exécution de l'accord-cadre à marchés subséquents (lots n°6, n°8, n°9, n°10, n°12, n°13 et n°14) :

▫ Pièces contractuelles :

- L'acte d'engagement (A.E) du lot concerné et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P) commun à l'ensemble des lots de l'accord-cadre ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (C.C.A.G.-Travaux) ;
- La charte « chantier vert » ;
- Le plan de prévention annuel ;
- Les questions/réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises, le cas échéant ;
- L'offre technique et environnementale du titulaire pour le lot concerné remise au stade de l'accord-cadre (cadre de réponse technique et environnemental de l'université Lumière Lyon 2) ;
- Le cas échéant, le cahier des charges relatif au marché subséquent ;
- L'offre financière, technique et environnementale du titulaire remise au stade du marché subséquent valant acte d'engagement pour le marché subséquent (annexe n°1 et annexe n°2 au présent CCP) ;

▫ Pièces indicatives de l'accord-cadre :

- Devis estimatif quantitatif au stade de l'accord cadre pour le lot concerné (bien que non contractuel le candidat s'engage sur un principe de cohérence entre les prix indiqués au devis estimatif et quantitatif et ceux pratiqués lors de la remise en concurrence) ;

Nota 1 : Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses sous-traitants ou ses fournisseurs ne sont pas applicables à l'accord-cadre, aux bons de commande et aux marchés

subséquents. Les contrats ne peuvent être modifiés que par avenant signé par toutes les parties.

Nota 2 : Il est expressément reconnu le caractère contractuel du Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-Travaux) applicables aux marchés publics de travaux dans sa version annexée à l'arrêté du 30 mars 2021 (bien que non joint, il est réputé connu par le candidat/titulaire).

Il est également reconnu que les dispositions du code de la commande publique sont applicables à l'exécution du présent contrat.

Dans l'étude et l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra également tenir compte des stipulations, lois, décrets, arrêtés, ordonnances, circulaires, normes françaises homologuées par l'AFNOR, DTU, etc. applicables aux travaux et prestations, ainsi qu'aux règles de l'Art.

Si en cours de travaux de nouveaux documents entraient en vigueur, l'entrepreneur devrait avertir l'Université Lumière Lyon 2, et établir un avenant correspondant aux modifications, de façon à livrer et/ou à mettre en service, des installations conformes aux dernières dispositions. Le titulaire s'engage à fournir à la livraison, toute documentation (à jour) permettant d'assurer le fonctionnement correct et la maintenance du matériel. Celle-ci est rédigée en langue française, elle est fournie sans supplément de prix.

ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification. L'accord-cadre peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, ce dernier doit en informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur de l'Université avant le terme de la période de l'accord-cadre en cours (date anniversaire du contrat).

La reconduction du contrat est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le renouvellement est une possibilité que le titulaire du contrat est tenu d'accepter mais ne constitue pas une obligation pour l'acheteur.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre s'imposera dès lors au titulaire sans que ce dernier ne puisse le contester ou demander une quelconque indemnisation. En cas de non reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Dans tous les cas, la durée maximale du contrat ne peut dépasser quatre ans à compter de sa date de notification.

Les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Si le montant maximum annuel en valeur d'une période de l'accord-cadre est atteint avant le terme de la période considérée, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée de la période à venir.

ARTICLE 4 - MONTANT DE L'ACCORD CADRE

Pour chaque lot de l'accord-cadre :

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord cadre à bons de commande ou à marchés subséquents. Chaque lot sera conclu sans minimum de valeur et avec maximum en valeur de :

N° de lot	Intitulé	Type de marché	Montant max. en valeurs en euros HT / an
1	Électricité courants forts - courants faibles	Bons de commande	1 500 000
2	Sols minces, encapsulage, recouvrement	Bons de commande	600 000
3	Plâtrerie, peinture et faïences	Bons de commande	500 000
4	Faux plafonds	Bons de commande	60 000
5	Plomberie sanitaire	Bons de commande	200 000
6	Vitrerie	Marchés subséquents	180 000
7	Suppression des tags	Bons de commande	80 000
8	Serrurerie - Métallerie	Marchés subséquents	300 000
9	Maçonnerie intérieure et extérieure	Marchés subséquents	80 000
10	Menuiserie intérieure et extérieure bois	Marchés subséquents	60 000
11	Menuiserie intérieure et extérieure PVC et alu	Bons de commande	90 000
12	Travaux de chauffage/ventilation, climatisation	Marchés subséquents	500 000
13	Panneaux acoustique	Marchés subséquents	80 000
14	Voirie Réseaux Divers_VRD	Marchés subséquents	500 000

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION SPÉCIFIQUE DES ACCORDS-CADRE À BONS DE COMMANDE (UNIQUEMENT POUR LES LOTS N°1, N°2, N°3, N°4, N°5, N°7 et N°11)

Ces lots, mono-attributaires, ne font l'objet d'aucune remise en concurrence par l'université Lumière Lyon 2. L'accord-cadre fixe l'ensemble des stipulations contractuelles et les commandes sont exécutées au fur et à mesure par l'émission de bons de commande (à la survenance du besoin).

À compter de l'envoi de la demande de l'université Lumière Lyon 2, et sauf indication contraire de l'acheteur, le titulaire devra faire parvenir, sous huit jours calendaires et sur la base exclusive du bordereau des prix, un devis qui comprendra toutes les sujétions inhérentes à la bonne réalisation des prestations. Une visite des locaux et des équipements est réputée incluse dans ce délai.

Pour le lot n°7, le titulaire envoie le devis à l'Université sous un délai de 24 heures maximum visite sur site incluse, sauf spécification contraire du pouvoir adjudicateur.

Tout devis devra comporter les mentions suivantes :

Lieu de la prestation (campus/bâtiment/désignation avec la dénomination de l'université des locaux), nature et descriptif précis des travaux, prix selon les postes figurant au BPU et seulement ceux-ci, proposition d'un délai d'intervention à dater de réception du bon de

commande et durée de l'intervention selon la demande de l'université.

À compter de l'acceptation du devis par l'acheteur, qui se matérialise par la transmission du bon de commande (aucune signature du devis du titulaire n'étant nécessaire pour parfaire l'engagement de l'Université), le titulaire devra exécuter, sauf indication contraire indiquée sur le bon de commande, les prestations sous un délai maximum de 15 jours ouvrés.

Le cocontractant à la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements et de ses travaux. Il garde cette responsabilité jusqu'à la décision d'admission des prestations. Cette responsabilité porte sur tous les dégâts que peuvent subir les biens pendant qu'il en a la charge et qu'elle qu'en soit la cause.

Il est bien entendu que toute prise de côtes, tout relevé sur place de l'existant lors de la visite sur site est à l'entière responsabilité du prestataire et toute erreur ne pourrait être imputée à l'acheteur.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE ET ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS (UNIQUEMENT POUR LES LOTS N°6, N°8, N°9, N°10, N°12, N°13 et N°14)

Les marchés subséquents sont des marchés uniques qui peuvent être ordinaires, fractionnés ou à bons de commande.

Dans le cas où un marché subséquent prend la forme d'un marché à bons de commande, ce dernier est toujours mono-attributaire, passé sans minimum en valeur et passé avec un maximum en valeur qui sera fixé par l'acheteur public au moment de la consultation pour le marché subséquent.

Modalités de remise en concurrence des marchés subséquents :

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après mise en concurrence des titulaires des lots correspondants à l'objet du marché subséquent. Cette mise en concurrence intervient à la survenance du besoin.

Le titulaire reconnaît avoir connaissance que l'absence d'offre de sa part, pour un marché subséquent, constitue en termes de concurrence, un préjudice pour l'acheteur. Dès lors, le titulaire s'expose à la mise en application des sanctions contractuelles prévues par le présent cahier des clauses particulières en cas d'absence de réponse. Dans tous les cas, le titulaire doit obligatoirement justifier, par écrit, les raisons de cette absence de réponse.

De la même manière, la remise d'offres jugées irrégulières, inappropriées, inacceptables ou encore anormalement basses dans le but de se soustraire à l'obligation de mise en concurrence est constitutive d'une faute permettant à l'Université de mettre en œuvre les sanctions contractuelles prévues par le présent cahier des clauses -particulières.

La mise en concurrence des marchés subséquents s'effectuera par l'envoi d'une consultation sur la base de l'annexe n°1 ou annexe n°2 au présent CCP qui précisera les besoins à satisfaire, les lieux d'exécution, les différents délais de réalisation ainsi que toute contrainte ou autre condition à respecter.

L'acheteur pourra en sus, éventuellement, communiquer lors de la consultation des entreprises, un cahier des charges (ensemble de documents, informations, plans, clauses et prescriptions qu'il jugera nécessaire pour définir son besoin et effectuer sa mise en concurrence).

Sauf indication plus favorable de l'acheteur lors de sa consultation, le délai de réponse des titulaires de l'accord-cadre est fixé à huit jours ouvrés maximum après envoi de la consultation par l'acheteur (visite sur site incluse impérativement). Les offres qui ne respecteront pas ces délais seront éliminées.

Le titulaire utilisera impérativement le document « type » de réponse que l'Université lui remettra (annexe n°1 ou annexe n°2). Tout manquement, au délai de remise de l'offre et/ou dans le contenu de l'offre du titulaire, entraînera le rejet systématique de l'offre.

Il est bien entendu que toute prise de cotes, tout relevé sur place de l'existant lors de la visite afin d'établir l'offre financière et technique du marché subséquent est à l'entière responsabilité du prestataire et toute erreur ne pourrait être imputée à l'acheteur. Ces visites sont obligatoires et à la charge des titulaires de l'accord-cadre. Ceux-ci ne pourront se prévaloir d'une facturation, que leur offre soit retenues ou rejetées.

Le jugement des offres pour la mise en concurrence de l'ensemble des marchés subséquents (hors marchés subséquents d'astreinte) est défini comme suit :

- **Critère 1** « *prix des prestations* » noté sur 60 points qui sera jugé à partir des prix que propose le candidat dans son offre. Une note de 0 à 60 points sera attribuée à chaque soumissionnaire.

Le candidat qui proposera l'offre la moins onéreuse se verra attribué la note 60/60. Les autres offres recevront une note proportionnelle à l'écart entre le montant de leur offre et l'offre la moins onéreuse.

La formule de calcul sera la suivante :

$$(\text{prix de l'offre la moins onéreuse} / \text{prix de l'offre examinée}) \times 60 = \text{Note prix.}$$

- **Critère 2** « *Qualité technique des matériaux proposés selon fiches techniques jointes à l'offre* » pour l'exécution du marché subséquent noté sur 20 points.

- **Critère 3** « *Délai entre la notification et le démarrage des travaux (période de préparation)* » noté sur 10 points.

Ce délai sera exprimé en jours calendaires.

Il figurera sur la demande d'offre financière, technique et environnementale envoyée par l'acheteur. Une note totale de 0 à 10 sera attribuée selon la formule suivante :

$$(\text{offre présentant le délai entre la notification et le démarrage des travaux le plus performant} / \text{délai entre la notification et le démarrage des travaux de l'offre examinée}) \times 10 = \text{Note délai entre la notification et le démarrage des travaux.}$$

- **Critère 4** « *délai d'exécution des travaux proprement dit* » noté sur 10 points

Cette durée sera exprimée en jours calendaires.

La demande d'offre financière et technique envoyée par l'acheteur mentionnera la durée souhaitée.

$$(\text{offre présentant le délai d'exécution des travaux proprement dit le plus performant} / \text{délai d'exécution des travaux proprement dit de l'offre examinée}) \times 10 = \text{Note de délai des travaux proprement dit.}$$

La note globale sur 100 points attribuée à chaque soumissionnaire (par l'addition des notes des quatre critères) permettra de classer par ordre décroissant les offres.

Le soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée se verra attribuer le marché subséquent

En cas d'égalité de points (sur la note globale) entre deux ou plusieurs soumissionnaires, il ne sera

tenu compte que du critère prix pour départager les candidats ex aequo.

Pour le cas spécifique du marché subséquent relatif à l'astreinte annuelle du lot n° 6 vitrerie, le jugement des offres se fera selon les critères suivants :

- **Critère 1** « *prix global et forfaitaire des prestations* » noté sur 80 points qui sera jugé à partir du montant forfaitaire annuel que propose le candidat dans son offre.

La formule de calcul sera la suivante :
$$\text{prix de l'offre la moins onéreuse} / \text{prix de l'offre examinée}) \times 80$$

- **Critère 2** « *qualité environnementale des matériaux employés pour la mise en œuvre des mesures conservatoires visant à protéger les biens et les personnes* » noté sur 20 points.

Note finale :

La note finale sur 100 points attribuée à chaque soumissionnaire (par l'addition des notes des deux critères) permettra de classer par ordre décroissant les offres.

Le soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée se verra attribuer le marché subséquent spécifiquement dédiés à la prestation d'astreinte.

En cas d'égalité de points (sur la note globale) entre deux ou plusieurs soumissionnaires, il ne sera tenu compte que du critère prix pour départager les candidats ex aequo.

Attribution des marchés subséquents :

Les titulaires de l'accord-cadre seront informés de la décision de l'université Lyon 2 quant à l'attribution du marché subséquent ou au rejet de leur offre.

La notification du marché subséquent se matérialise par l'envoi à l'attributaire de l'annexe n° 1 ou annexe n° 2 au CCP (offre financière, technique et environnementale du titulaire remise au stade du marché subséquent) signée par l'acheteur accompagné du bon de commande, daté et signé.

Arrêt de la procédure :

L'acheteur pourra mettre fin, à tout moment, à la procédure de passation d'un marché subséquent pour un motif d'intérêt général.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION COMMUNES ET CLAUSE DE REEXAMEN

Les prestations du titulaire devront être conformes aux stipulations tant de l'accord-cadre que des marchés subséquents.

L'Université mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires pour la réalisation des études. Elle facilitera, autant que de besoin, l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents, les informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Le titulaire s'engage à traiter les affaires confiées par l'université Lumière Lyon 2 durant toute l'année. En aucun cas, le titulaire ne peut arguer d'une période de congés ou de fermeture de son établissement pour justifier un refus d'intervention ou d'exécution.

Les périodes de congés annuels ne donneront droit à aucune diminution ou restriction de quelque nature que ce soit. Le titulaire devra s'organiser et mettre à disposition le personnel suffisant

permettant d'effectuer les travaux au cours des périodes de fermeture de l'université, le cas échéant.

Pour chaque affaire, le titulaire désignera un interlocuteur particulier et expérimenté en charge du suivi de la prestation. Cet interlocuteur sera joignable facilement (les coordonnées devront figurer dans l'offre). En cas d'absence de l'interlocuteur particulier, un second interlocuteur devra être désigné par le titulaire afin d'assurer le suivi du dossier.

Renseignements techniques particuliers

Certains bâtiments sont situés dans le périmètre d'un **bâtiment classé (Campus des berges du Rhône)**. De ce fait les prestations devront être conformes à l'avis de l'architecte **des bâtiments de France**. Notamment aucun élément ne sera posé en toiture ou façade sur ces bâtiments sans l'accord préalable écrit de votre interlocuteur au sein de l'Université.

La charte « chantier vert » s'applique à tous les types de marchés subséquents et accords-cadres, ceci sur tous les sites de l'Université.

Prise de possession des lieux et visite des locaux

Avant l'émission de son offre (antérieure à la notification du bon de commande ou du marché subséquent) et sauf indication contraire de l'acheteur, l'entrepreneur devra effectuer une visite des locaux. Il devra prendre rendez-vous auprès de la Direction de l'immobilier.

D'une manière générale avant toute exécution le titulaire vérifiera toutes les cotes et dimensions, la nature des supports et tous éléments relatifs à la réalisation de sa prestation.

Les visites pour élaboration des offres se feront avec les techniciens concernés en fonction du lot et du campus. L'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions au devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou faire l'objet d'une demande de supplément de prix. Les prestations seront réalisées, sauf stipulations contraires de l'université Lumière Lyon 2, en site occupé. L'entrepreneur prend possession des locaux dans l'état où ils se trouvent au jour fixé pour le commencement des travaux.

L'entreprise sera engagée par son marché en toute connaissance de cause. En particulier, lui seront parfaitement connus :

- l'état des locaux ;
- l'état des ouvrages ;
- les modalités et difficultés d'accès ;
- les degrés CF et l'isolation thermique prescrits ;
- les règlements de sécurité ;
- toutes les sujétions propres au chantier ;
- le dossier technique amiante (DTA).

Mesures relatives à la sécurité, à la protection de la santé et aux prescriptions incendie

Un plan de prévention lié aux risques interactifs entre les utilisateurs des bâtiments et l'entreprise sera systématiquement établi conjointement entre le maître d'ouvrage et l'entreprise (les entreprises) titulaire(s) du lot. Il sera annuel et sera OBLIGATOIREMENT ré-établi à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

L'entreprise doit contacter l'interlocuteur dédié de l'Université afin que ce plan de prévention soit IMPÉRATIVEMENT établi dès le premier mois qui suit la notification.

Toutes les réglementations en vigueur devront être respectées, réglementation de sécurité en ERP notamment, tant en ce qui concerne le personnel que des tiers (signalisation, protections, filets, garde-corps, etc.)

Le titulaire respectera les règlements et normes de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public dont arrêtés des 25 juin 1980 et 22 juin 1990 modifiés portant règlement de sécurité dans les établissements recevant du public, arrêté du 2 février 1993 modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public.

L'entrepreneur prend, à sa charge, tous les travaux de protection collective ou individuelle des travailleurs pendant la durée du chantier. L'entrepreneur devra respecter toutes les prescriptions légales en vigueur, en particulier l'application du Décret N° 65-48 du 08 Janvier 1965 et NF EN 1298 (NF P 93-511) concernant l'installation des échafaudages (dans ce cas, il fournira la notice de sécurité), la mise en place des garde-corps, le périmètre de sécurité, etc.

En cas de carence de l'entrepreneur ou en cas de danger, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, de prendre toute mesure utile, sans que cette intervention dégage la responsabilité de l'entrepreneur et ceci, aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur restera seul responsable des accidents de tout genre qui pourraient survenir soit à son personnel soit aux tiers du fait de sa négligence.

De même les travaux seront exécutés en conformité absolue avec les prescriptions des différents documents émanant des services de secours contre l'incendie du département, ainsi que tous les arrêtés, normes, DTU ou textes relatifs à la protection contre l'incendie ou à ses conséquences, parus au jour de la soumission.

En particulier, durant les travaux, les dégagements relatifs à la sécurité incendie devront rester entièrement libres en période d'occupation des locaux par les utilisateurs.

Obligations de diligence

L'attributaire s'engage à assurer de manière diligente le suivi des prestations et des travaux. Il doit être en mesure d'informer à tout moment l'acheteur, par note écrite si celui-ci le demande, sur l'état d'avancement du dossier, et de répondre à ses observations. Pour cela, il doit être joignable à tout moment par téléphone ou courrier électronique. L'attributaire est seul responsable du respect des délais. Il doit réagir avec célérité lorsque les circonstances l'exigent, notamment en cas de demandes urgentes.

Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il doit mettre en œuvre les moyens

permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Université, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données. Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution de ses obligations.

Au terme de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel. Pour les contrats perdurant au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, c'est au terme du marché subséquent que le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Modalités d'intervention

Les délais d'exécution des prestations sont fixés par pièces constitutives de l'accord-cadre et/ou les courriers de notification des marchés subséquents. Une prolongation du délai d'exécution des prestations pourra être accordée par l'Université dans les conditions fixées par le C.C.A.G Travaux.

L'acheteur dispose à tout moment d'un droit de regard sur le travail du titulaire, ce droit étant cependant sans influence sur la responsabilité contractuelle du titulaire, qui demeure pleine et entière. Ainsi, l'acheteur se réserve, pour ses dossiers, le droit d'agréer les préposés du titulaire ainsi que ses sous-traitants, et peut exiger à tout moment le remplacement de toute personne participant à l'exécution des prestations. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans un refus d'agrément ou une décision de remplacement.

Si la (les) personne(s) physique(s) chargée(s) nominativement du mandat de représentation n'est (ne sont) plus en mesure de remplir sa (leur) mission, le titulaire avise immédiatement l'acheteur et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment en désignant un remplaçant. Ce dernier est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quinze (15) jours ouvrés. Si l'acheteur récusé le remplaçant, l'attributaire dispose de huit (8) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

Si l'attributaire exerce seul son activité, sans confrère, et n'est plus en mesure de remplir sa mission, il

en avise immédiatement l'acheteur. Les parties mettront fin au marché subséquent et à l'accord-cadre selon les conditions fixées par l'article 50 du C.C.A.G-Travaux.

Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le service coordonnateur, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.

L'Université s'engage à donner au titulaire contractant tous les renseignements mis à jour concernant l'identification de l'établissement.

L'université Lumière Lyon 2 s'engage à informer le titulaire de toute modification apportée aux installations ou aux bâtiments (extension, restructuration, cession, déconstruction, etc.).

Le titulaire a accès, dans les locaux de la personne publique, le cas échéant aux plans concernant les équipements électriques permettant le bon accomplissement des prestations objet du présent accord-cadre.

En complément de l'article 3.4 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à fournir au moment de la notification de l'accord-cadre, les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone, adresse électronique) de deux correspondants privilégiés avec l'université Lyon 2, plus précisément :

- d'un responsable administratif, en charge de la planification des interventions, du suivi de leur exécution et des prises de rendez-vous ;
- d'un responsable opérationnel, présent sur site sur convocation du représentant technique de l'université Lumière Lyon 2 et ayant un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Ces correspondants, sauf pour le cas des urgences impérieuses (procédure *ad hoc* qui sera déterminée au niveau du marché subséquent par dérogation aux présentes dispositions), devront être joignable facilement par l'Université pendant la plage horaire suivante : 8h00 à 17h30 du lundi au vendredi et par tout moyen.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié à l'Université dans les plus brefs délais. Le titulaire devra prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et devra proposer l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans les 8 jours ouvrés à compter de l'information faite à l'Université.

Le remplaçant est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récuse pas dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la réception de la notification du changement de l'interlocuteur.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander le remplacement du correspondant, si celui-ci s'avère défaillant dans la bonne exécution du suivi, le titulaire disposant de 30 jours calendaires pour proposer un remplaçant.

Cette décision de récusation ou de remplacement prise par l'acheteur est motivée et notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la réception.

7.1 Clause de réexamen :

Outre le cas prévu à l'article 54 du CCAG-Travaux, les accords-cadres pourront être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Tout au long de l'exécution des accords-cadres, une révision du BPU pourra être mise en œuvre

par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif unique de renforcer le caractère écologique et responsable des produits listés. À ce titre des références pourront être ajoutées et/ou substituées au BPU. Dans tous les cas, les modifications ne pourront intervenir que sur les familles de produits identifiées au BPU.

- Tout au long de l'exécution des accords-cadres, une révision du BPU pourra être mise en œuvre par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif unique d'identifier de nouveaux besoins récurrents non listés au BPU. À ce titre des familles et/ou des produits pourront être ajoutées au BPU. Dans tous les cas, les modifications ne pourront intervenir que sur des produits en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

- En cas d'évolution technique et technologique de certaines références identifiées au BPU, les parties pourront s'accorder à tout moment sur le principe d'une substitution des produits venant en remplacement de ceux prévus au BPU. Le prix de ces nouveaux matériels, dont les performances doivent être au moins équivalentes, sera au plus égal à celui des produits auxquels ils se substituent.

- Tout au long de l'exécution des accords-cadres, une révision de la charte chantier vert pourra être mise en œuvre par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif d'optimiser et de renforcer ses exigences au regard de l'évolution des matériels, des matériaux et des technologies.

Nota : la substitution est subordonnée à l'accord préalable de l'acheteur. Le titulaire est tenu de l'informer par tous moyens, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ces matériels et fournitures. Cette information devra être accompagnée des données techniques et écoresponsables liées à ces changements. Le titulaire devra également joindre le bordereau de prix modifié en fonction de ces éléments.

Les évolutions susmentionnées au présent article feront systématiquement l'objet d'un écrit qui prendra la forme d'un avenant entre les parties.

ARTICLE 8 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

Le présent article déroge à l'article 41 du CCAG-Travaux de la manière suivante :

8.1 : pour les bons de commandes ou les marchés subséquents inférieurs à 5 000 euros HT pour les lots n°1 à n°14 (hors lot n°7) :

Le titulaire porte à la connaissance de l'acheteur la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Dès lors, l'acheteur dispose d'un délai maximum de 10 jours calendaires pour établir et notifier au titulaire un procès-verbal matérialisant sa décision de réception sans réserve, de réception avec ou sous réserve ou de non réception. Passé ce délai, les travaux seront réputés réceptionnés sans réserve. Aucune opération préalable à la réception n'est prévue.

8.2 : pour les bons de commandes ou les marchés subséquents compris entre 5 000 euros HT et 50 000 euros HT pour les lots n°1 à n°14 (hors lot n°7) :

Aucune opération préalable à la réception n'est prévue.

Dans un délai maximum de 10 jours calendaires à compter de la date à laquelle le titulaire porte à la connaissance de l'acheteur la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront, l'acheteur établit et notifie au titulaire un procès-verbal matérialisant sa décision de réception sans réserve, de réception avec ou sous réserve ou de non réception.

La prise de possession des ouvrages peut intervenir antérieurement à la réception et sans qu'un état

des lieux contradictoire soit établi entre les parties.

8.3 : pour les bons de commandes ou les marchés subséquents supérieurs à 50 000 euros HT :

La procédure de réception des travaux sera menée conformément aux prescriptions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

8.4 : pour les bons de commandes du lot n°7 uniquement et inférieurs à 50 000 euros HT :

Dans un délai maximum de 10 jours calendaires à compter de la date à laquelle le titulaire porte à la connaissance de l'acheteur la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront, l'acheteur établit et notifie au titulaire un procès-verbal matérialisant sa décision de réception sans réserve, de réception avec ou sous réserve ou de non réception. Passer ce délai de 10 jours calendaires, les prestations seront réputées réceptionnées sans réserve.

La prise de possession des ouvrages peut intervenir antérieurement à la réception et sans qu'un état des lieux contradictoire soit établi entre les parties.

8.5 : dossier des ouvrages exécutés :

Indifféremment du montant de la commande, le prestataire devra remettre sur demande de l'acheteur, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) comportant tous les documents techniques des travaux réalisés, soit le cas échéant et sans que cette liste soit exhaustive :

- les notes de calcul, plans (format dwg), plans de recollement (format dwg), schémas (format dwg), plans de cheminement avec légende (tracé des chemins de câbles posés) et de percement (localisation des colonnes inter-étage et des traversées de cloisons réalisées), plans de câblage des bâtiments PV d'analyse et essais, liste des matériels et équipements y compris les coordonnées du(es) fournisseur(s), documentation et fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements, certificats de conformité, certificats de garantie, etc.

ARTICLE 9 - FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.1 du C.C.A.G-Travaux, en cas de notification faite par l'Université à l'adresse électronique du titulaire, la date d'envoi du courriel par l'Université sera celle retenue en cas de contestation.

ARTICLE 10 - PRIX ET RÉVISION DE PRIX

10.1 - Consistance des prix :

- lots à marchés subséquents :

Pour l'ensemble des lots à marchés subséquents, d'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, enlèvement et mise en déchetterie de l'ensemble des déchets et emballages, engins ou moyen(s) spécifique(s) dédié(s) et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont notamment réputés avoir été établis en :

- considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'Université ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie ;

- en tenant compte de toutes sujétions notamment prévisibles (intempéries, phénomènes naturels habituels) dans la région d'exécution des travaux ;
- en tenant compte de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- en tenant compte de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- en tenant compte de toute autre cause (les dépenses nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique).

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous- traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, les prix réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'Université Lumière Lyon 2.

- lots à bons de commandes :

Pour l'ensemble des lots à bons de commandes, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, enlèvement et mise en déchetterie de l'ensemble des déchets et emballages, engins ou moyen(s) spécifique(s) dédié(s) et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Toutefois, et par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, pour les prestations et travaux hors bordereau, le prix complet résulte de l'addition :

- du montant hors taxe de la fourniture selon devis fournis sur lequel est appliqué le coefficient majorateur de frais généraux ;
- de la main-d'œuvre.

Dans tous les cas, les prix sont notamment réputés avoir été établis en :

- considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'Université ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie ;
- en tenant compte de toutes sujétions notamment prévisibles (intempéries, phénomènes naturels habituels) dans la région d'exécution des travaux ;
- en tenant compte de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- en tenant compte de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- en tenant compte de toute autre cause (les dépenses nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique).

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous- traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les

conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, les prix réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturable à l'Université Lumière Lyon 2.

10.2 - Révision des prix pour les lots n°6, n°8, n°9, n°10, n°12, n°13 et n°14 :

Pour les lots n°6, n°8, n°9, n°10, n°12, n°13 et n°14, les travaux et prestations seront réglés par application des prix unitaires et / ou forfaitaires et /ou mixtes fixés par les marchés subséquents. Le titulaire du marché s'engage à respecter strictement les prix pour lesquels il s'est engagé.

Sauf stipulation contraire de l'acheteur dans les pièces du marché subséquent, les prix sont fermes et définitifs. Les prix des marchés subséquents sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Nonobstant, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des travaux et prestations une actualisation du prix est prévue selon la formule suivante et par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

selon les dispositions suivantes :

-Cn : coefficient d'actualisation

-Io : valeur de l'index de référence au mois de la date limite de réception des offres.

-In : valeur de l'index de référence au mois du début de commencement des travaux ou prestations

Les index de référence I, publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sont les suivants :

N° de lot	Intitulé	Indice INSEE
6	Vitrierie	Index du bâtiment - BT45 - Vitrierie - Miroiterie
8	Serrurerie	Index du bâtiment - BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie
9	Maçonnerie	Index du bâtiment - BT03 - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie
10	Menuiserie intérieure	Index du bâtiment - BT18a - Menuiserie intérieure en bois
12	Travaux chauffage, ventilation et climatisation_CVC	Index du bâtiment - BT41 - Ventilation et conditionnement d'air
13	Panneaux acoustique	Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état
14	Voirie réseau divers_VRD	Index du bâtiment - BT02 - Terrassements

Dans le cas où les pièces du marché subséquent prévoient une révision des prix, les indices susmentionnés sont utilisés.

Le titulaire s'engage à conserver une cohérence entre les prix définitifs produits lors de l'attribution de chaque marché subséquent et les prix indicatifs mentionnés au stade de l'accord-cadre. Le non-respect de cette condition est susceptible de constituer une faute et donc d'entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

En cas de disparition des indices ci-dessus, et si de nouveaux indices étaient publiés afin de se substituer à ceux actuellement en vigueur, les prix se trouveraient de plein droit indexés sur ces nouveaux indices.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties s'efforceront à lui substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les Parties lui avaient attribué.

10.3 - Révision des prix pour les lots n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°7 et n°11 :

Pour les lots n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°7 et n°11, les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix unitaires et / ou forfaitaires et /ou mixtes fixés suivant le bordereau des prix.

Le titulaire du marché s'engage à respecter strictement les prix pour lesquels il s'est engagé au bordereau des prix. L'ensemble des prix sont fixés sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres au stade de l'accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution du contrat. Les prix sont ensuite révisibles, annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, à la hausse comme à la baisse.

Il appartient, sous peine de forclusion, à la partie la plus diligente d'effectuer la demande de révision, dans un délai minimum de 60 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Cette demande se matérialisera par la transmission d'une proposition de nouveau bordereau des prix.

À compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet. Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai, vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir prévu ci-dessous).

Les prix révisés s'appliquent uniquement pour les bons de commande émis postérieurement à la date de révision.

Les prestations commandées antérieurement, mais réalisés postérieurement, ne font pas l'objet d'une révision.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution du contrat. Les prix révisés annuellement pourront l'être par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$$

selon les dispositions suivantes :

-Cn : coefficient de révision

-Io : valeur de l'index de référence au mois zéro

-In : valeur de l'index de référence le plus récent au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables

pendant toute la durée de la nouvelle période.

Les index de référence I, publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sont les suivants :

N° de lot	Intitulé	Indice INSEE
1	Électricité courants forts - courants faibles	Index du bâtiment - BT47 - Électricité
2	Sols minces, encapsulage, recouvrement	Tous bâtiments - CPF 43.33 - Revêtement des sols et des murs
3	Plâtrerie, peinture et faïences	Index du bâtiment - BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux
4	Faux plafonds	Index du bâtiment - BT08 - Plâtre et préfabriqués
5	Plomberie sanitaire	Index du bâtiment - BT38 - Plomberie sanitaire
7	Suppression des tags	CPF 81.22 - Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel
11	Menuiserie intérieure et extérieure PVC et alu	Index du bâtiment - BT51 Menuiseries PVC

En cas de disparition des indices ci-dessus, et si de nouveaux indices étaient publiés afin de se substituer à ceux actuellement en vigueur, les prix se trouveraient de plein droit indexés sur ces nouveaux indices.

Dans le cas où aucun indice de remplacement ne serait publié, les Parties s'efforceront à lui substituer un indice le plus proche possible de celui disparu et de l'esprit que les Parties lui avaient attribué.

Clause butoir

Chaque augmentation des prix pourra être limitée par l'acheteur à 3 %.

La décision sera notifiée par tous moyens au titulaire de l'accord-cadre.

Dans tous les cas, et quand bien même, une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir à tout moment.

ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE

Aucune clause de garantie financière n'est applicable pour les bons de commandes ou les marchés subséquents inférieurs ou égaux à 200 000 euros hors taxes.

Pour les bons de commandes ou les marchés subséquents supérieurs à 200 000 euros hors taxes, une retenue de garantie - ayant pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie - est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde, dans les conditions des articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique, pour un montant égal à cinq pour cent (5 %) du montant global et forfaitaire toutes taxes comprises du bon de commande ou du marché subséquent.

Cette retenue de garantie sera levée contradictoirement dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie ou en cas de réserves notifiées au titulaire du marché et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, au plus tard dans un délai de 30 jours après la date de la levée de la dernière réserve.

La retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Aucune caution personnelle et solidaire ne sera admise par l'Université.

Cette garantie à première demande doit être constituée dans les conditions définies aux R2191-36 à R2191-42 du Code de la Commande Publique et en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

Dans l'hypothèse où la garantie de substitution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée par l'acheteur.

Lorsque la garantie de substitution a été constituée après la date fixée au premier alinéa, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire.

En cas d'augmentation de la masse des travaux, cette garantie ou caution devra être complétée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 12 - AVANCE

Sauf refus du titulaire, l'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant du bon de commande ou du marché subséquent lorsqu'il est supérieur à 50 000 euros H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le régime de l'option B de l'article 10 du CCAG-Travaux s'appliquera aux avances dans le cadre des marchés subséquents et des bons de commande.

Le remboursement de cette avance interviendra lorsque les prestations réalisées seront comprises entre 65 % et 80 % du montant du marché subséquent ou du bon de commande.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance à l'Université. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

ARTICLE 13 - RÉGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

Facture et présentation des demandes de paiement

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures ou situations (et après service fait), ainsi que tous les éléments justificatifs, en un original et un duplicata, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- l'intitulé précis mentionnant le site concerné par la facture (campus BDR ou campus PDA)
- le numéro du marché subséquent ;
- la date des travaux ou de la prestation ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents

particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;

- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et les taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-F.C.S ;
- tous les rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au contrat ;
- le montant TTC des travaux ou des prestations livrés ou exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du contrat.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement le numéro de l'accord-cadre peut entraîner le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Ne peuvent être facturées que les prestations effectuées.

Les factures établies par le titulaire sont adressées via **CHORUS Pro** :

Dématérialisation des factures - Chorus Pro

Dans le cadre de la modification de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

À cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1^{er} janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées pourront être adressées à l'université Lyon 2 et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- le numéro SIRET de l'Université Lyon 2 : 196 917 751 00014
- le numéro d'engagement (45 + 8 chiffres) transmis pour acter votre prestation
- le code service : 90007 (Direction de l'immobilier).

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

L'Université se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire (joindre un RIB).

En cas de changement de RIB en cours de marché, il est impératif d'en avertir l'acheteur, par écrit avec les pièces justificatives.

En cas de cotraitance :

- conformément à l'article 10.7.1 du CCAG-Travaux, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- conformément à l'article 10.7.2 du CCAG-Travaux, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire du groupement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG- Travaux.

Intérêts moratoires

Conformément au code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts d'un montant inférieur à 5 euros ne seront pas ordonnancés ou mandatés.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Désignation de sous-traitants en cours de marché subséquent

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre après accord de l'Université.

Conformément à l'article R.2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant accepté par l'acheteur et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'université Lumière Lyon 2.

Une demande d'agrément du sous-traitant devra être formulée par le titulaire selon les dispositions définies aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique. La demande doit être effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Conformément à l'article R2193-4 du code de la commande publique, lorsque cette demande occure après la notification du marché, la demande doit être effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'Université dispose de vingt-et-un (21) jours pour formuler son agrément à partir de la date figurant sur l'accusé de réception. Passé ce délai, le sous-traitant est réputé agréé.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-Travaux, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul titulaire.

Répartition des paiements

La répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants résultera de la déclaration spéciale visée aux articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Modalités de paiement direct

La déclaration de sous-traitance, précise tous les éléments des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances.
- Le comptable assignataire des paiements.
- Le compte à créditer.

Les modalités de paiement des sous-traitants directs sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Réclamation ou action directe d'un sous-traitant

Si un sous-traitant du titulaire de l'accord-cadre met en demeure l'Université de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues au titre du marché de sous-traitance, l'Université peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, l'Université paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

Dans tous les cas, le titulaire du marché reste seul responsable, vis-à-vis de la Collectivité ou des tiers, de l'exécution des services qu'il confie à des sous-traitants. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité et les clauses découlant de l'application du présent marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par une pénalité voire par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 15 -PÉNALITES

15.1 - Généralités sur les pénalités

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré de pénalités et le montant des pénalités appliqué au titulaire ne sera pas plafonné.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par L'université Lumière Lyon 2 sans mise en demeure préalable ou invitation du titulaire à présenter ses observations avant l'application des pénalités.

L'ensemble des pénalités sont cumulables entre elles pour un même fait.

15.2 - Pénalités pour retard

Par dérogation de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, dès qu'un délai contractuel est expiré. Dans ce cas, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 200,00 € par jour ouvrés de retard.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de la période de fermeture annuelle (congés, pont, etc.) de son entreprise pour justifier une quelconque prolongation des délais et/ou pour arrêter les prestations.

Toutes les stipulations contractuelles relatives aux délais globaux, notamment les pénalités pour retards, s'appliquent aux délais partiels.

15.3 - Autres pénalités

Pour chaque manquement décrit ci-dessous et relevé par l'université Lumière Lyon 2 (sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire), le prestataire pourra encourir les pénalités suivantes :

Carence ou mauvaise exécution des travaux et prestations (notamment, non-respect de la réglementation technique et/ou des règles de l'Art, manquement dans le suivi du dossier ou dans les démarches à accomplir, changement interlocuteur sans en avoir averti l'Université, non identification des intervenants sur les sites, etc.) et/ou tout autre manquement de nature contractuel (y compris charte chantier vert).	Pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 100,00 euros et pouvant aller jusqu'à 10 % du montant total du marché subséquent ou du bon de commande pour chaque défaut ou manquement relevé. Le montant exact de la pénalité sera défini par l'acheteur eu égard à la gravité et à la portée du manquement.
Non-respect de la confidentialité.	Pénalité forfaitaire de 500,00 euros par manquement.
Refus du titulaire de l'accord-cadre de postuler à l'attribution d'un marché subséquent (absence d'offre dans le délai fixé) ou remise d'une offre ou devis jugée irrégulière, inappropriée, inacceptable, hors délai ou bien encore anormalement basse dans le but de ne remettre aucune offre et de se soustraire aux obligations de participation aux consultations.	Pénalité forfaitaire de 200,00 euros par manquement.

Non-respect du plan de prévention, des règles d'hygiène et de sécurité et des prescription incendies.	Pénalité forfaitaire de 200,00 par infraction constatée.
Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace.	Pénalité forfaitaire de 200,00 euros par constatation.
Défaut de nettoyage ou de remise en état des lieux après intervention du titulaire.	Pénalité forfaitaire de 200,00 euros (cette pénalité s'applique en sus des frais de nettoyage éventuels diligentés par l'université Lumière Lyon 2 et refacturés au titulaire).
Non-repliement des installations après exécution des prestations/travaux.	Pénalité forfaitaire de 200,00 euros par jour calendaire de retard après constatation par l'Université.
Découverte d'un sous-traitant non déclaré.	En cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré, une pénalité forfaitaire de 500,00 euros sera appliquée. Après mise en demeure adressée par l'université Lumière Lyon 2 de bien vouloir déclarer son sous-traitant, une pénalité complémentaire de 100,00 euros par jour calendaire de retard est appliquée jusqu'à la déclaration effective du sous-traitant.

Caractère non libératoire des pénalités

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

Par ailleurs, l'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation aux torts du titulaire prévu à l'article 19 du présent CCP.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

En outre, le cas échéant, les principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du code civil sont applicables aux travaux qui sont issus du présent accord-cadre :

- deux (2) ans pour la garantie de bon fonctionnement ;

- dix (10) ans pour la garantie décennale des constructeurs.

Pendant ces périodes, le titulaire est tenu de remédier, à ses frais, à tous les désordres qui pourraient se produire sur les installations qu'il aura réalisées, sans préjudices des articles 1792 et 1794-4-1 du Code Civil.

Ainsi, le titulaire du marché est présumé responsable des désordres constatés dans l'ouvrage durant le délai de bon fonctionnement et durant le délai décennal.

Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date d'effet de la réception, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du CCAG-Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

Assurances et responsabilités

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Le cas échéant, le titulaire doit également justifier d'une assurance au titre de sa garantie décennale couvrant les responsabilités résultantes des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

L'entrepreneur supportera à l'égard de l'Université les conséquences pécuniaires des dommages causés à des tiers qui pourraient se produire du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux et ce y compris après la réception des travaux.

Il s'engage en conséquence à indemniser l'Université de la totalité du préjudice résultant pour elle des faits susvisés et à la garantir contre toute action ou réclamation qui pourrait être exercée contre elle ou ses agents par des tiers.

ARTICLE 17 - REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 18 - JUSTIFICATIFS À PRODUIRE EN COURS DE CONTRAT

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir à l'université Lumière Lyon 2, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code du travail émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins de six mois.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger est tenu de respecter les dispositions de l'article D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du C.C.A.G-Travaux, la personne publique pourra mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre ou au(x) marchés subséquents ou bons de commande pour un motif d'intérêt général, à tout moment, par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée par courrier avec accusé de réception ou via le profil acheteur au titulaire.

Lorsque l'acheteur résilie l'accord cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

Lorsque l'acheteur résilie pour motif d'intérêt général un marché subséquent ou un bon de commande, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des travaux et prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Cette indemnité est réputée couvrir forfaitairement la part des frais et investissements éventuellement engagés par le titulaire et strictement nécessaire à son exécution qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Résiliation aux torts du titulaire

L'accord-cadre ou marché(s) subséquent(s)/bon(s) de commande pourra être résilié par la personne publique dans les cas prévus à l'article 50.3 du C.C.A.G-Travaux, ou en cas d'inexécution, de défaillance

ou de non-respect d'une ou de plusieurs obligations du contrat.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG-Travaux. Ce décompte une fois arrêté par la personne publique est ensuite notifié au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, avec les précisions suivantes :

- la personne publique pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 52 du C.C.A.G- Travaux. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues aux prestataires, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'acheteur ;
- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- par dérogation et en complément de l'article 50.3 du CCAG-Travaux, la fraction des prestations et travaux déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 30% ;
- par ailleurs, en complément et par dérogation à l'article 50.3.1 et 2 du CCAG-Travaux, chaque titulaire s'engage à répondre à toutes les demandes de consultation, sous peine de voir l'accord cadre résilié pour faute en cas de refus non justifiés par l'évocation d'une clause de conscience ou d'un conflit d'intérêt. Cette décision est notifiée au titulaire du marché sans aucune mise en demeure préalable. De la même manière, la remise d'offres jugées irrégulières, inappropriées, inacceptables, hors délai ou bien encore anormalement basses dans le but de détourner l'obligation de mise en concurrence est constitutive d'une faute permettant à l'Université de prononcer la résiliation de l'accord-cadre pour faute.

Résiliation du marché pour événements extérieur au marché

L'accord-cadre ou marché(s) subséquent(s)/bon(s) de commande pourra être résilié par la personne publique ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 50.1 du CCAG-Travaux.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG-Travaux. Ce décompte une fois arrêté par la personne publique est notifié au titulaire.

Résiliation pour travail dissimulé

Conformément à l'article L 8222-6 et L 8222-5 du Code du travail, l'acheteur peut être saisi par un agent de contrôle, un syndicat, une association professionnelle ou une institution représentative du personnel, de la situation irrégulière du titulaire du marché.

Cette situation peut-être une dissimulation d'activité (article L 8221-3 du code du travail) et/ou une dissimulation d'emploi salarié (article L 8221-5 du Code du travail).

Dès sa saisine, l'acheteur enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation sans délai.

L'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, le contrat sera rompu sans indemnité, aux frais

et risques du titulaire.

L'acheteur informera l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

ARTICLE 20 - LANGUE APPLICABLE, UNITÉ MONÉTAIRE ET RÉGLEMENT DES LITIGES

Langues applicable et unité monétaire :

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité de compte du contrat est l'euro.

Règlement des litiges :

L'article 55 du C.C.A.G-Travaux est applicable en cas de différends entre les parties.

Conformément à cet article, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon

Téléphone : 04 78 14 10 10
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

ARTICLE 21 - DÉROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé ou complété	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations ou ces compléments
3.8.2	1
4.1	2
41	8
3.1	9
9.1	10

3.6.2	14
19.2.1	15.1
19.2.2	15.1
19.2.3	15.2
50.3	19
50.3.1	19
50.4	19